

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Conseil National de Résistance et de Libération

Message de résistance et de libération de Chief Mila Assoute au peuple du Cameroun

Le 1er Conseil National de Résistance et de Libération s'est tenu sous la présidence de Chief Pierre Mila Assouté. L'attention de l'opinion nationale et internationale est appelée sur les points ci-après:

Le CNL crée une Armée Nationale de Libération du Cameroun. Elle est constituée de Camerounais volontaires, des patriotes de l'armée camerounaise parfois humiliée aux frontières sans moyens de défense par des simples braqueurs... Son action est placée sous l'autorité politique de Chief Pierre Mila Assouté. Son objectif est de libérer avec l'ensemble du Peuple, la Nation Camerounaise de l'autocratie, de l'exploitation sans fin et de la tyrannie qui caractérisent le régime de Paul BIYA et ses déprédateurs invétérés.

Le CNL renouvelle son appel à toute l'armée du Cameroun et aux forces de maintien de l'ordre : généraux, officiers, sous-officiers, gendarmes et soldats, anciens combattants, de ne pas accepter de tirer sur nos frères et sœurs qui luttent pour la liberté et la démocratie, au risque de s'exposer personnellement aux représailles internationales et à celles ciblées de l'Armée Nationale de Libération qui est chargée de sa protection. Tous les patriotes sont invités à rallier l'action du Peuple souverain du Cameroun et de l'Armée Nationale de Libération. Ensemble, en bon ordre politique qui assure la sécurité à notre Peuple, engageons une résistance pour la liberté et démocratie.

Le CNL indique à tous les Camerounais, qu'à compter du 1er Octobre 2011, le pays entre dans la résistance. Elle se manifestera sans aucun préavis partout dans le territoire et ailleurs où les Camerounais sont opprimés et abusivement exclus du processus électoral...

Tout soldat qui abandonne le commandement militaire de Paul BIYA pour rejoindre le Peuple et l'Armée Nationale de Libération pendant son déploiement, verra son échelon progresser et sa prime salariale augmenter du même montant pendant et à l'issue de la libération.

Le salaire des fonctionnaires sera rétabli au niveau où il était avant la dévaluation de 1993, selon les catégories. Un salaire minimum sera institué à 100.000 Cfa pour tout type d'emploi au Cameroun après un audit des finances publiques.

Les paysans bénéficieront d'un soutien agricole prioritaire de 300 Milliards Cfa pour mécaniser l'agriculture et booster l'élevage et la pêche, soit 30 milliards par Région.

La jeunesse aura un soutien à la première insertion sociale de 50 milliards Cfa dès la fin des études soit 5 milliards par Région.

Une prime de chômage de 25.000 Cfa mensuel sera instituée pour protéger le chômeur de la déchéance humaine pendant la période de recherche d'un emploi.

La santé des populations sera prise en charge par l'Etat avec le principe de la solidarité nationale et de la sécurité sociale. Les vieux, les veuves et les orphelins seront protégés par la solidarité nationale.

La misère, l'humiliation des populations du Cameroun, les vols de la richesse nationale, le déclassé international de notre pays et les conseils ministériels instaurés dans les aéroports ont trop duré et doivent maintenant cesser.

EN CONSEQUENCE :

A - L'élection présidentielle du 9 Octobre 2011 prive abusivement l'immense majorité du Peuple du Cameroun à l'intérieur et à l'extérieur du pays de participer librement en toute transparence au choix du président de la République : c'est un coup d'Etat électoral inacceptable. Elle est nulle et de nul effet, son résultat inopposable à notre mouvement de libération.

B - ELECAM et tous ses membres sont fermement invités dès à présent à cesser leur mascarade et leur propagande ouverte pour Paul BIYA, au risque d'assumer des responsabilités individuelles avant, pendant et au terme de la libération.

C - La Cour suprême qui se mue occasionnellement en Conseil Constitutionnel pour de basses besognes est concernée par la même mesure.

D - La nationalité Suisse de Paul BIYA étant établie, sa candidature au poste de président de la République est nulle et non avenue au Cameroun.

Disons à Paul BIYA lui-même et ses partisans, mais aussi à tous ses candidats de paille conviés à l'escorter à un nouveau couronnement de 7 ans qu'ils doivent immédiatement arrêter un jeu dangereux qui expose le pays à une explosion certaine.

Rappelons :

Que par son Manifeste du 23 Septembre 2011, le CNL a clairement indiqué à l'opinion nationale et internationale, sa détermination à permettre sans concession, l'entrée du Cameroun parmi les pays libres en Afrique.

Que la majorité du Peuple Camerounais est blasée des élections truquées et désabusée de 29 ans de prestidigitation politique, de déprédation, de crimes de sang, de misère qui minent les familles, hypothèquent la jeunesse et l'avenir de la progéniture nationale.

Que les institutions sont instrumentalisées: elles violent les lois et foulent aux pieds les Conventions internationales...

Que le CNL rejette toutes les décisions arbitraires d'ELECAM et de la Cour suprême ainsi que la candidature litigieuse de Paul BIYA dont la nationalité Suisse n'autorise plus de doute.

En ce jour de l'an de grâce du 1er Octobre 2011, conformément à ses objectifs patriotiques de libération immédiate du Cameroun, d'indépendance du territoire et d'adhésion à la modernité, de l'urgence de la mise en place d'un Etat de droit, de liberté et de démocratie, du souci de relèvement du standard de vie de notre Peuple et celui de progrès commun :

1. Invite le Peuple du Cameroun muselé, dès aujourd'hui, à opposer une résistance farouche contre l'usurpation du pouvoir qui augure de se prolonger le 9 Octobre 2011.

2. Lui demande de prendre en main son destin et de rejeter définitivement les massacres de nos enfants et de nos parents lors des moindres manifestations politiques pacifiques : 200 de nos jeunes frères et sœurs affamés n'ont-ils pas été massacrés les mains nues en fin Février 2008, sur ordre de Paul BIYA ?
3. Encourage le Peuple Camerounais partout où il se trouve dans le monde, de s'approprier au besoin sans crainte tous les symboles de l'Etat à l'intérieur du Cameroun, mais aussi à l'extérieur de celui-ci, propriété du Peuple souverain, en guise de libération de notre Nation du joug d'une deuxième colonisation par ses propres fils.
4. lui assure toute protection contre toute agression armée en cas de besoin.

Considérant qu'en dissimulant sa nationalité Suisse Paul BIYA a commis ou commettra un parjure à l'égard de notre pays,

Disons qu'il pourrait en répondre conformément à nos lois s'il persiste à rester au pouvoir par la force.

Le CNL est ouvert à une sortie honorable immédiate de Paul BIYA et lui conseille de saisir cette dernière opportunité à lui offerte avant que le Peuple ne l'y contraigne.

DECISIONS DU CNL.

- L'élection présidentielle du 09 Octobre 2011 est, pour le CNL, nulle et de nul effet pour toutes ses suites à venir.
- Il est vivement déconseillé aux Camerounais et aux diplomates, de prendre part à cette élection ou d'apporter un soutien au coup d'Etat électoral organisé par Paul BIYA et ses complices multiformes clairement identifiés.
- Les Consuls et les Chancelleries étrangères accrédités au Cameroun, sont invités à ne plus délivrer de visas de sortie du territoire aux membres du régime illégitime de Paul BIYA jusqu'à l'issue de la libération totale du pays.
- La journée du 9 Octobre étant une journée à haut risque, les Camerounais sont vivement conseillés de s'approvisionner et de rester dans leur domicile.

Assurons les pays étrangers et les investisseurs de garantir la continuité de l'Etat à l'issue de la libération de notre Peuple.

Un contact de téléphone du CNL sera communiqué au plus tard le 04 Octobre 2011.

Les Ambassadeurs du Cameroun accrédités auprès des pays étrangers et de l'ONU, ont jusqu'au 10 Octobre 2011 pour faire valoir leur soutien à la libération.

Le CNL est convaincue que seule une nouvelle élection présidentielle libre, transparente, inclusive et démocratique, organisée à l'issue d'un consensus national que refuse Paul BIYA et les siens, peut assurer une paix durable à notre pays.

Site Web du CNL <http://camerounchangement.unblog.fr/>

Idabato le, 30 septembre 2011.

Pour le CNL, Chief Pierre Mila Assouté

© Correspondance : Chief Pierre Mila Assouté